

L'actualité des principaux dossiers de l'Agglo



Projets d'agglomération de 3^e génération

Pour rappel, le Projet d'agglomération de 3^e génération (PA3), déposé en décembre 2016, avait été refusé par le Conseil fédéral début 2018. La défense du dossier s'est ensuite poursuivie aux Chambres fédérales à Berne. Le Conseil national a décidé de réintégrer le PA3 en mars 2019 avec une large majorité. Il s'agissait de la première victoire après de très nombreuses démarches mises en place pour convaincre la Confédération de l'importance de ce dossier pour le Canton du Jura. En juin, le Conseil des Etats a également décidé de réintégrer l'agglomération de Delémont. Deuxième victoire !

Suite à une divergence d'opinion entre les deux Chambres (ne portant pas sur l'agglomération de Delémont), des discussions ont encore eu lieu

fin septembre pour la libération définitive des crédits pour soutenir les projets d'agglomération de toute la Suisse. L'agglomération de Delémont est désormais réintégrée et bénéficiera de subventions fédérales à hauteur de plus de 9 millions de francs pour plusieurs grands projets d'infrastructures entre 2019 et 2025. Le détail de ces projets sera présenté dans un prochain numéro du journal de l'agglo.

Planification agricole

L'étude sur la « campagne d'agglomération » a été réalisée en 2018 par un bureau spécialisé et en collaboration avec le Service cantonal de l'économie rurale. Le projet est soutenu par l'Office fédéral de l'agriculture. Cet été, le rapport a été mis en consultation auprès des participants aux ateliers de 2018 afin de compléter au mieux

l'étude. Elle sera prochainement en consultation dans les communes et présentée à l'assemblée d'agglomération en novembre. Dans le cadre de l'étude, des mesures concrètes ont été identifiées avec pour but principal de préserver les terres et activités agricoles face au développement de l'urbanisation.

La mobilité du futur – projet « Regiomove »

En février et juin 2019, deux ateliers ont réuni les acteurs clés de la mobilité dans la région afin d'échanger sur les évolutions futures qui nous attendent. L'agglomération de Delémont est la seconde région pilote de Suisse romande à participer au programme « Regiomove », organisé par le Büro für Mobilität et soutenu par le Fonds d'Engagement Migros.



► A l'issue des ateliers, les orientations pour l'agglomération se sont dessinées, avec des mesures prioritaires à mettre en place. L'objectif est de retenir des actions concrètes et, pour certaines, faciles et rapides à réaliser afin d'obtenir directement des effets positifs du programme «Regiomove».

Les mesures qui ont le plus séduit sont liées à la mobilité électrique et à la mobilité douce. Il est ressorti le besoin de mettre en place des campagnes de sensibilisation et d'organiser des événements sur la mobilité future et électrique en particulier. Du côté de la mobilité douce, la volonté est notamment de préparer les enfants et les jeunes à la circulation et de les motiver à se déplacer de manière durable. Les générations futures ont en effet un rôle majeur à jouer dans le cadre de la réduction du CO₂ et de la lutte contre le réchauffement climatique.

Parmi les autres actions, le covoiturage, l'implantation de parkings-relais dans les villages (liés au réseau de bus), le télétravail, la réduction de la vitesse dans les localités et la poursuite de réalisation de pistes cyclables ont été discutés.

Désormais, le Bureau technique travaille sur les différentes actions retenues, établit des priorités et prépare un programme de réalisation qu'il proposera aux communes en 2020.

Plus d'informations sur www.regiomove.ch/start-delemont



Une nouvelle chargée de mission pour le bureau technique de l'Agglomération

Le Bureau technique de l'agglomération a accueilli une nouvelle collaboratrice le 1^{er} octobre, suite au départ de la chargée de mission en place. Explication et présentation de la nouvelle aménagiste-urbaniste.

L'agglomération de Delémont emploie deux personnes au sein de son Bureau technique, chacune à mi-temps. Il s'agit de M. Henri Erard, secrétaire général, et d'un chargé de mission aménagiste-urbaniste, poste jusqu'à présent occupé par Mme Céline Wermeille. En outre, une supervision technique et une étroite collaboration sont en place depuis la naissance de l'agglomération, en 2007, avec le Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics (UETP), et son chef M. Hubert Jaquier en particulier.

Suite au départ de Mme Céline Wermeille qui travaille désormais à temps plein pour le Service UETP, une mise au concours pour le poste a été organisée. La personne retenue par le Conseil d'agglomération le 10 septembre 2019 est Mme

Célia Marquis, qui a directement pu prendre ses nouvelles fonctions le 1^{er} octobre.

Afin d'assurer l'efficacité de ce changement au Bureau technique, Mme Céline Wermeille continuera à superviser les travaux de l'agglomération et à participer aux séances. Une collaboration étroite entre l'agglomération et sa ville-centre est primordiale pour le bon développement de la région dans son ensemble.

Mme Célia Marquis est géographe de formation, a 29 ans, et vit à Delémont depuis sa plus tendre enfance. Elle a étudié la géographie à l'Université de Neuchâtel.

Personne sensible aux questions liées au développement durable, son mémoire de master

avait pour sujet l'écoquartier de Delémont. Cette sensibilité est importante au vu des dossiers en cours à l'agglomération, tels que les actions pour la biodiversité dans les milieux bâtis (projet qui se réalisera de 2020 à 2024) et pour la mobilité future (projet Regiomove).

Elle connaît bien le fonctionnement de l'administration puisqu'elle a travaillé à plusieurs reprises ces dernières années au Service UETP pour des remplacements.

Aujourd'hui, elle concilie son nouveau poste avec un second emploi à mi-temps dans un bureau privé. Son expérience dans le privé, justement, est un atout indéniable puisqu'elle a ainsi l'habitude des procédures de planification et travaille régulièrement pour des communes.

ENJEUX CLIMATIQUES ET ÉNERGÉTIQUE

Comment faire pour bien faire ?

Les 5 Communes de l'agglomération sont labellisées « Cité de l'énergie » depuis un peu plus d'un an. La transition énergétique et l'adaptation au changement climatique passent également par des changements d'habitudes en termes de consommation et de priorités d'investissements. En adoptant les Standard Bâtiments 2015 et Standard Achats responsables 2018, les communes de l'agglomération de Delémont se dotent d'outils simples et efficaces sur lesquels s'appuyer pour éviter que les décisions d'investissements ne se trouvent en porte-à-faux avec les objectifs énergétiques et climatiques de la région.

Un atelier « Politique énergétique et climatique: Pourquoi agir et avec quels outils? » a été organisé en août dans l'agglomération. Après une première partie présentant les enjeux climatiques assurée par Mme K. Siegwart, vice-directrice de l'OFEV et M. P. Eschmann, chef de l'Office cantonal de l'environnement, les participants ont pris connaissance

des standards et outils à disposition pour agir. Toutes les communes ont participé avec au minimum deux élus. Leur mission est maintenant de s'assurer que ces standards sont diffusés au niveau communal de manière à institutionnaliser leur mise en œuvre.



Présentation des enjeux climatiques par Mme K. Siegwart, vice-directrice de l'OFEV.

Des standards pour faire le bon choix!

Le standard Bâtiments 2015 vise à renforcer les mesures en faveur de l'énergie, de l'écologie de la construction, du climat intérieur sain et de la sobriété. Les propositions s'appuient sur des standards et des labels reconnus et acceptés dans le milieu de la construction. Il résume, en 4 pages, les sept domaines à considérer lors de tout projet de rénovation ou de construction, à savoir:

- les exigences d'isolation pour les bâtiments neufs
- les exigences d'isolation pour les bâtiments existants
- l'utilisation efficace de l'électricité
- l'énergie renouvelable pour la chaleur
- la santé et la construction durable
- la mobilité
- l'exploitation

Transmettre ce standard à tous les acteurs d'un projet dès le début, c'est s'assurer que les thématiques essentielles seront traitées et coordonnées de manière compatible avec les objectifs Cité de l'énergie.



Le **standard Achats responsables 2018** facilite la mise en œuvre d'achats durables dans les petites et moyennes communes. Il établit, en 6 pages, des références et renseigne sur les critères d'approvisionnement et les labels dans les six domaines suivants:

- le papier,
- le matériel informatique et les appareils électriques,
- l'éclairage intérieur,
- les biens de consommation (alimentation, textiles, plantes),
- les produits de nettoyage
- les véhicules.

Utiliser ce standard avant tout achat, c'est prendre le temps de faire le bon choix et s'assurer que la décision est conforme aux objectifs du développement durable.

Des recommandations utiles à tous ?

Ces standards ne concernent pas exclusivement les collectivités publiques. Toute personne ou entreprise qui souhaite gérer son bâtiment et ses achats de manière respectueuse des principes du développement durable trouvera dans ces standards une bonne base pour faire évoluer les pratiques.

En adoptant ces standards, les communes remplissent leur mission d'exemplarité dans le domaine de la transition énergétique. Elles encouragent tous les acteurs régionaux à s'appuyer sur les recommandations de ces standards lors de tous projets.

Ces standards sont disponibles dans les communes ou peuvent être téléchargés sur www.agglod.ch.